



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

*« Sommet Mondial Sur la Sécurité Alimentaire »*

*Rome, 16 - 18 Novembre 2009*

# DISCOURS

**Son Excellence Monsieur Malam Bacai SANHA**  
Président de la République de Guinée-Bissau

Rome, Novembre 2009

Excellence Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,  
Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,  
Excellence Monsieur le Directeur Général de la FAO,  
Excellences Messieurs les membres du Corps Diplomatique et des  
Représentants des Organisations Internationales,

**Honorables Invités,**

Je me réjouis au nom du Peuple de la Guinée-Bissau et de son Gouvernement, de participer à cet important évènement mondial.

Il s'agit d'un forum qui évalue, les problèmes de notre agriculture et d'autres secteurs comme l'alimentation, la nutrition, le changement climatique, la bonne gouvernance agricole et énergétique, mais aussi de réfléchir sur une *Déclaration de Principe* qui sera adoptée, sur les voies et moyens pour un développement durable, équitable à l'échelle mondiale et trouver une solution pérenne au fléau de la faim dans le monde. **Ce qui cadrerait avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'horizon 2015 et permettrait ainsi de respecter un des droits de l'homme, les plus fondamentaux, le droit à l'alimentation.**

Je tiens tout d'abord, à rendre un hommage distingué à Monsieur Jacques DIOUF, Directeur Général de la FAO, pour l'ampleur et la qualité du rôle qu'il a joué dans l'organisation et son engagement personnel pour la tenue de ce sommet.

Je voudrais également profiter de cette occasion pour exprimer mes respects aux éminents délégués réunis ici, par un élan de solidarité et de coopération car partageant un même destin.

**Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et Chef de Délégation.**

Ce genre de rencontre est toujours une occasion d'aborder des questions politiques et techniques, de chercher des solutions aux problèmes communs, et d'instaurer une collaboration franche et durable. La rencontre de Rome constitue donc l'occasion d'un dialogue sincère sur certaines questions importantes de notre temps, des questions qui mettent en jeu, le bien être de plusieurs populations au niveau planétaire et des personnes souffrant de la faim dans le monde.

**Monsieur le Président,**

Puisque, je dois intervenir sur des sujets relatifs à la sécurité alimentaire et sa Bonne Gouvernance, les investissements et l'appui aux agriculteurs, la stabilité des marchés des produits agricoles, les changements climatiques et les bioénergies, je voudrais avant tout procéder à un constat.

Je n'insisterai pas sur le fond des documents puisqu'ils ont été largement discutés par les différentes commissions qui ont travaillé avec beaucoup de compétence et de dévouement. Mais je tiens à vous rappeler que la situation alimentaire reste préoccupante et continuera à se détériorer si des mesures appropriées ne sont pas engagées réellement.

**Monsieur le Président,**

La situation actuelle de la sécurité alimentaire en Guinée-Bissau se traduit par une production de cent soixante neuf mille sept cent cinquante deux (169,752) tonnes de céréales, dont cent vingt deux mille trois cent (122,300) tonnes de riz. Le déficit alimentaire est aujourd'hui environ quatre vingt mille (80,000) tonnes. Ce déficit croissant est généralement couvert non seulement par l'importation, mais aussi à travers l'aide alimentaire mondiale.

Malgré ce cadre défavorable, la Guinée-Bissau dispose d'une superficie arable de un million quatre cent mille (1,400.000) hectares, alors que actuellement seulement quatre cent mille (400,000) hectares environ sont exploités.

Au niveau nationale, les statistiques indiquent de l'ordre de un million trois cent vingt quatre mille six cent quatre vingt douze (1, 324,692) têtes de bovins, trois cent quatre mille cent quatre (304,104) Ovins, six cent quarante six mille cent quatre vingt trois (646,183) caprins, trois cent trente mille quatre vingt neuf (330,089) porcins et plus de un million quatre cent trente neuf mille cinq cent douze (1, 439,512) **Volailles**

En ce que concerne le forêt, le pays dispose de ressources forestières considérables avec près de deux (2) millions d'hectares de superficies forestiers et de réserves de bois estimées à 48,3 millions de m<sup>2</sup>, progressivement dégradée sur l'effet de changement climatique et d'agriculture itinérante

La monoculture de production de noix de cajou, le principal produit d'exportation du pays, constitue pour la population la principale source de revenu. La production annuelle varie entre cent mille (100,000-130,000) tonnes. L'organisation de filière et transformation industrielle de noix de cajou constituerait sans doute un vrai instrument de lutte contre la faim en Guinée-Bissau.

L'agriculture, bien qu'elle soit prioritaire dans le programme du Gouvernement et reconnue comme locomotive de la croissance économique soutenable, reste malgré

tout, caractérisée par un système de production de subsistance, traditionnelle, archaïque, itinérant et par conséquent destructif pour l'environnement

Les principaux goulots d'étranglement de ce secteur sont :

- l'absence d'infrastructures de production, transformation et de commercialisation ;
- l'absence de technologies du système de production ;
- la dégradation des sols et basse fertilité des écosystèmes de mangrove, bas-fonds et les cultures de plateaux;
- l'absence d'aménagement hydro-agricole dans les rizières d'eau douce et salée;
- l'absence de recherche dans les domaines agricole.

Nonobstant que la Guinée-Bissau est un pays d'abondance pluviométrique, **90%** d'eau pluvial se verse dans la mer. D'autre part, **99%** de l'agriculture bissau-guinéenne dépendent de la précipitation pluvial et sa distribution dans l'espace saisonné.

Malgré les multiples contraintes d'ordre socio-économique et structurel, l'agriculture dans notre pays dispose d'un potentiel important pour être la locomotive d'une croissance socio-économique soutenable, puis qu'elle contribue notamment avec **50%** au PIB, **85%** d'emplois et **93%** d'exportations.

Prenant conscience de cet état de fait, notre Gouvernement a décidé de procéder a des reformes adéquats vers le secteur agricole en général et vivrier en particulier. L'objectif fondamental est d'assurer une sécurité alimentaire en quantité et en qualité à tous les Bissau-Guinéens conformément le Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (DENARP).

Le Gouvernement s'est engagé également à promouvoir le développement du secteur privé et à augmenter la rentabilité des investissements nécessaires dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de la forêt.

Les grandes orientations politiques retenues pour réaliser ces objectifs visent à donner au secteur agricole la priorité afin de lui permettre de jouer pleinement le rôle qui lui est réserve et améliorer l'environnement général de la production nationale. D'autres principes de base s'imposent également et engagent la responsabilité des agriculteurs paysans afin de mieux organiser

leurs relations avec les pouvoirs publics, de façon à garantir la pérennité des ressources naturelles, la minoration des risques techniques et écologiques.

**Monsieur le Président,**

Nous sommes convaincus que les objectifs préconisés pour améliorer la production d'aliments dans notre pays ne seraient pas atteints sans la participation active des femmes dans l'organisation et le développement des secteurs productifs, en leur assurant la formation, l'accès au crédit, et aux nouvelles technologies. Ceci s'explique par le fait que les femmes représentent plus de 52% de notre population et constituent un facteur décisif dans la production, transformation et commercialisation des aliments, par voie de conséquence dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et contre la pauvreté.

Pour ce faire, les actions stratégiques mises en oeuvre pour améliorer la sécurité alimentaire passent par:

- ❖ l'amélioration de l'accès aux zones de production et aux marchés ruraux ainsi que la réhabilitation du transport maritime;
- ❖ la mise en place d'un système de financement durable pour la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles;
- ❖ la promotion des filières de production locale en direction des marchés intérieurs, sous- régionaux et régionaux intégrés;

Monsieur le Président,

Notre stratégie alimentaire nationale tourne autour de programmes et d'actions spécifiques dans les sous secteurs des céréales, la production animale, les fruits et légumes, les ressources halieutiques et forestières. Cette stratégie globale vise également à maîtriser l'agriculture itinérante par une intensification des cultures et l'organisation d'un système agro-alimentaire solide et performant.

**Excellences, Mesdames et Messieurs,  
Honorables Invités,**

Les changements climatiques ont, depuis quelque temps déjà fait l'objet de nombreux débats dans le monde entier. Dans plusieurs régions du monde,

notamment en Afrique, ils sont déjà en cours et de futurs changements sont inévitables. Ces bouleversements, selon les experts de la Banque Africaine de Développement, pourraient entraîner des pertes économiques d'environ 5 à 20% du Produit Intérieur Brut mondial.

On estime qu'au cours des prochaines décennies, le continent Africain pourrait perdre entre 1 à 2% de son PIB, avec certains secteurs qui risquent d'être confrontés à de plus grands défis. On estime que certains pays africains seront confrontés à des réductions de rendement de l'agriculture pluviale d'un maximum de 50% d'ici l'an 2020 en raison des conséquences des changements climatiques.

De nombreux experts dans le monde sont d'avis que l'Afrique est particulièrement vulnérable, comme en témoigne l'impact de la variabilité climatique actuelle et les conditions météorologiques extrêmes telles que des inondations, des sécheresses marquées et des tempêtes qui ont de graves répercussions sur les performances économiques, les moyens d'existence et les recettes principales, y compris les ressources naturelles, ainsi que les infrastructures énergétiques et de transports.

### **Monsieur le Président,**

Bien que l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre soit essentielle pour limiter les changements climatiques, à court, moyen et long termes, l'adaptation à ces changements climatiques est la seule option pour gérer leur impact en vue d'optimiser les résultats du développement.

En Guinée-Bissau, l'adaptation aux changements climatiques est une priorité du développement et c'est ce qui constitue l'orientation de la stratégie qui a été adopté par notre organisation continentale.

Sur le plan énergétique, la Guinée-Bissau est caractérisée par une double dépendance vis-à-vis :

- 1- des sources d'énergie dites commerciales en particulier les hydrocarbures importés pour la satisfaction des besoins des secteurs de l'industrie, des transports et de l'éclairage urbain principalement,
- 2- des sources traditionnelles (bois énergie) pour les besoins de cuisson en général et autres activités en milieu rural lié au commerce et à l'artisanat.

Au total, l'analyse de la situation actuelle en Guinée-Bissau indique que le milieu naturel est soumis à des agressions de divers types et subit de ce fait un processus de dégradation plus ou moins rapide en fonction de la zone écologique considérée.

**Monsieur le Président,**

Notre politique d'énergie domestique est désormais axée sur la lutte contre la pauvreté et les enjeux économiques et environnementaux.

Par conséquent, à l'horizon 2015, la stabilité énergétique, ne devrait plus être assurée seulement par les importations de carburant ou dérivés du pétrole.

Dans ce contexte, le développement des bioénergies en Guinée-Bissau à partir des plantes locales, notamment l'huile de palme, ainsi que de l'électricité, à base d'éolienne et de biomasse permettra de rencontrer de meilleures solutions aux problèmes qui se posent actuellement en matière énergétique et de trouver des solutions alternatives face à la flambée du prix du pétrole et aux problèmes liés aux changements climatiques et la concrétisation des objectifs de développement durable.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,  
Chers Invités,**

Pour terminer, qu'il me soit permis de remercier le Directeur Général de la FAO, Monsieur Jacques DIOUF, pour l'accueil chaleureux et exprimer mes vœux pour la réussite des travaux de notre conférence qui, sans doute, contribuera considérablement à une meilleure sécurité alimentaire.

Sur ce, je déclare au nom du Gouvernement de la Guinée-Bissau notre total et indéfectible appui à l'adoption de la DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE en vue d'éliminer complètement la faim sur la planète d'ici à 2025 et assurer ainsi des disponibilités alimentaires suffisantes, sûres et nutritives à une population mondiale en croissance.

Je vous remercie pour votre attention.

S.E.M. Malam Bacai SANHA  
Président de la République de Guinée-Bissau

